

Sans éducation, pas de culture

Interview avec Menha el Batroui, ProHelvetia 2014

Raschèr : Il y a eu en 1848 dernière guerre de religion en Suisse très forte. Il y avait dans les mêmes familles des querelles où l'on avait épousé catholiques et protestantes, on se battait pour des questions de religion et non pas pour quel état on veut, quelle sorte de base étatique on veut. Ce que je trouve de très important à savoir et de comprendre c'est que la Suisse aujourd'hui c'est la démocratie, la Suisse ça marche bien mais il ne faut pas oublier qu'il y a eu plus de 150 ans des formes de guerre de religion et grâce à une chose qu'on avait mis dans notre constitution : la liberté religieuse, que chacun pouvait vivre sa religion avec le respect des autres religions et surtout – et c'est là un des secrets de la stabilité du développement de la Suisse – c'est le respect des minorités. Le respect et la protection.

Qu'est-ce qui a arrêté la guerre pour qu'apparaisse ensuite la constitution ?

Raschèr : C'était aussi une guerre entre modernistes/traditionalistes, c'était surtout une guerre les villes/la campagne, les paysans/les bourgeois, le développement industriel. C'était des modernistes et des traditionalistes qui se sont trouvés à dire : ou bien on continue cette guerre et on s'entretue ou bien on arrête et on se respecte en trouvant un équilibre. Dans cette balance, l'un des plateaux était la protection des minorités ; dans l'autre, c'était la construction de l'Etat fédéral. On dit : on a l'Etat avec différents cantons c'est à dire différentes entités et des entités plus grandes ou plus petites mais on fait un système d'équilibre composé de deux chambres, chambre populaire où l'on voit dans un canton plus de gens, et la chambre des cantons où chaque canton envoie 2 représentants, soit qu'il soit gd ou petit. Ainsi vous avez un équilibre : les petits cantons ont d'autres besoins puissent avoir une voix. C'est le contraire de la France qui est très centralisée : c un système qu'on trouve aussi dans le monde pan-arabique. Mais j'aimerais dire quand même : on dit toujours la Suisse est une des démocraties les plus vieilles, non, parce-que le vote pour les femmes existe depuis seulement 25 ans !

Vous venez d'établir une base – la base de la Suisse moderne- pour la discussion : à partir de cette base, on va insérer la culture. Quand y a-t-il eu un phénomène culturel qui a fait que l'on puisse penser à une politique culturelle ?

Raschèr : Ceci est très intéressant car la politique culturelle en Suisse est née surtout à travers une politique de l'éducation. On disait précédemment : Chacun doit avoir une éducation scolaire, primaire et secondaire. Ensuite, après la fondation de notre Etat, une des premières choses après 20 ans ce fut la fondation de l'école polytechnique suisse, d'ingénierie, que la confédération a affirmé l'importance de cette éducation globale. Et parallèlement on avait 2 choses : primo, la protection de notre patrimoine culturel et secundo on a fondé le musée national suisse.

J'ouvre une (), la Suisse il y a 150 ans était l'un des pays les plus pauvres en Europe. C'était un pays de bergers et de gens qui avaient travaillé à l'étranger (en Allemagne, en Amérique, en Italie). Et le patrimoine culturel de la Suisse avait été vendu à l'étranger. Bcp d'églises, bcp de vieilles maisons ont vendu leur patrimoine pour faire de l'argent.

Or, avec la fondation du musée national, on s'est dit : on achète beaucoup de ce patrimoine mobile. Pour le patrimoine immobile, on s'est dit les grandes villes ont les moyens pour le protéger mais les pts villages ou les cantons pauvres, les cantons des montagnes ne vont pas, c'est alors que la confédération a mis en acte un système d'équilibre qui fait que les cantons les plus riches payaient aussi pour la protection du patrimoine de toute la Suisse, cela aussi a établi une cohésion.

Aujourd'hui la Suisse a 4 langues, la langue de la majorité allemande, le français de la première minorité, puis la minorité italienne et le romanche. Il y a encore 20 000 individus en Suisse qui parlent le romanche. Je me demande si cette langue, encore deux générations, existera encore. On a des programmes de soutien dans les écoles, avec les livres, quelques traductions, par le soutien des médias de la région des Grisons romande mais c'est tjrs la majorité qui soutient activement les minorités, aussi dans leur culture.

Nous avons ouvert une grande parenthèse. On parlait d'éducation. Et secundo ?

Raschèr : Sans éducation, pas de culture. C'est un credo que j'ai. Parce-que l'éducation prépare l'être humain à une ouverture d'esprit, à être curieux et savoir qu'il n'y a pas une seule et unique solution mais qu'il y en a des différentes et voir que l'on n'est pas tous semblables. Avec l'éducation, on apprend aussi une certaine humilité. Et aussi un contact avec les autres.

Et après le musée national pour la protection du patrimoine mobile, les projets de protection de sites historiques érigés par la confédération. Il faut savoir que nous avons 3 niveaux en Suisse : niveau confédération, niveau des cantons, niveau des villes. Je commencerai par la confédération. C'est comme une pyramide, si vous regardez les compétences. La confédération constitue le sommet et a moins à dire. Ce sont les cantons et les villes qui ont 80% à dire, qui soutiennent la culture. Ce n'est pas comme en France où c'est l'inverse, une pyramide inversée. Chez nous, c'est une belle pyramide comme celle de Guiza.

La confédération veille surtout à ce qu'il y ait un équilibre entre des régions qui ont plus de possibilités et ceux qui en ont moins.

Donc, pour le soutien de la culture, ce sont bien sûr les villes qui ont commencé à construire les théâtres, à constitué et avoir des orchestres, les musées, les écoles d'apprentissage, soit de la musique, soit de la peinture etc. – c'était tout un programme qui a été mis sur pied mais décentralisé.

Alors en Suisse, nous avons des mouvements très très différents, ça dépend des villes, que ce soit Genève, Bâle ou Zürich, qui chacune d'elles montre un esprit culturel différent.

Dans quel sens ?

Raschèr : Par exemple, à Bâle on voit une bourgeoisie très riche, où il y a une industrie chimique, qui aurait beaucoup d'argent grâce au mécénat très fort qui toujours aujourd'hui finance la culture. Il y a quelques années le théâtre avait un gros problème financier, 4 vieilles dames ont avancé plusieurs millions de frs suisse pour sauver le théâtre.

Depuis 25 ans les musées ont des problèmes parce-que les collectionneurs voulaient vendre leurs collections qu'ils avaient prêtées aux musées. On a demandé au peuple : êtes-vous prêts à payer pour acheter ces œuvres ? Même les ouvriers ont payé pour acheter les œuvres. Ça c'est Bâle.

Zürich, disons qu'elle est beaucoup plus protestante. Stricte, rigide. Et là c'est plutôt un soutien discret. Zürich ce sont les banques. On ne parle pas, on ne s'affiche pas. Genève, protestante, est pareille.

Puis nous avons Saint-Gall qui est catholique. Et là nous voyons le baroque. Là il y a toute une autre ouverture. Vous voyez les églises ; la cathédrale est pleine de couleurs, d'une richesse. L'église de Zürich, quant à elle, est bien sombre.

Sur ce peu d'espace, vous avez des différentes politiques culturelles. Je dis tjrs : nous avons en Suisse à peu près 40 politiques culturelles. Une de la confédération, 26 des cantons et 12 des 14 grandes villes. C'est un peu comme une mosaïque. Une mosaïque en trois dimensions qui fait un soutien de la culture. Et il y a là trois grands avantages :

- 1- Il y a une compétition entre villes et cantons. Chacun veut montrer ce qu'il fait.
- 2- Il y a tjrs le respect des minorités. Très important. Et de l'autre.
- 3- Il y a la curiosité. Vous passez d'une ville à l'autre, c'est un autre univers, pas seulement du contenu mais de comment on le fait. Cela concerne aussi les artistes. A Bâle, on soutient les artistes.

Quand vous parlez de musées, d'orchestres etc. nous avons l'impression que vous offrez une culture élitiste. Et qui sont les minorités ? Les pauvres ?

Raschèr : Ceci est très important. Bien sûr. Ce que j'ai dit plus haut concerne le XIXème siècle. C'est clair, c'était le temps des bourgeois. Une bourgeoisie qui voulait un peu de l'esprit de Schiller et Goethe, pour le beau, le vrai, l'éternel. Partout, bien sûr, c'était une culture bourgeoise. Ceci a duré longtemps et aujourd'hui encore la grande partie de l'argent de la culture est versée pour des institutions d'élite : musées, orchestres, théâtre subventionnés comme l'opéra ou les théâtres classiques. Mais il faut voir trois choses : Avant la seconde guerre mondiale, on avait eu en Suisse, surtout d'Allemagne, on utilisait la culture comme véhicule d'endoctrinement, Gobbels, le ministre de la propagande et de la culture instrumentalisait la culture pour des fins politiques racistes et spirituelles. C'était une spiritualité sombre, nazie, mais tout était pointé dans cette direction. C'est là en Suisse qu'en 1939 on a fondé ProHelvetia. ProHelvetia cette fondation suisse pour la culture. L'idée derrière était de créer une fondation financée par l'Etat tout en étant indépendante de celui-ci. Ce qui était génial à l'époque était de dire ce n'est pas l'Etat qui donne l'argent aux artistes – comme faisait le roi – on disait pas : « Vous êtes un excellent artiste ; je vous donne de l'argent et l'autre pas ». On avait cette fondation avec une commission avec la liberté de choisir où allait aller l'argent. L'idée était très révolutionnaire.

Nous aimerions parler non seulement de où va l'argent mais quels sont les critères qui font que ProHelvetia donne de l'argent à celui-ci et non pas à celui-là. Est-ce qu'elle donne à des institutions ou bien à des individus ? A des activités ou à des artistes ?

Raschèr : Il y a de tout. Il ne faut pas voir seulement du côté de ProHelvetia mais tout le système. Il y a le soutien à l'institution, le soutien à l'artiste. Ce sont les différents soutiens.

Pour les critères : innovation, c'est très important ; originalité ; trace très personnel ; individualité.

L'Etat donne l'argent à ProHelvetia qui, elle, le gère. Trois niveaux qui font à peu près la même chose : les villes le font au niveau des villes et ses alentours : ainsi que pour les artistes locaux et les plus jeunes surtout, au début de leur parcours. C'est comme dans un jardin, les plates, il faut les faire pousser ; donc on donne aux jeunes artistes pour les promouvoir. Pour faire germer. On offre les conditions cadres afin que les artistes puissent s'épanouir. A Zürich, par exemple, ça a commencé dans les années 80 avec un soutien pour la culture des jeunes parce-que avant ça n'existait pas. Il y avait seulement l'élite. En 80, il y a eu de grandes manif, une révolution des jeunes, on leur a donné une vieille usine, énorme où concerts et ateliers se succèdent. L'usine est autogérée. Chez nous, dans les années 80, il y avait des centres autogérés. Et les villes ont commencé à donner des espaces. De plus en plus, les villes donnent la possibilité de donner des lieux culturels, et là, c'est aussi pour les minorités. On leur donne une aide financière - à la 6^{ème} Suisse. En Suisse, on a aussi des programmes pour d'autres cultures qui viennent en Suisse pour travailler en tant que réfugiés, pour enrichir la culture. Ceci est au niveau des villes et des cantons qui soutiennent aussi des théâtres et des orchestres. Partout il y a le même mécanisme, ce n'est pas l'Etat qui donne directement mais il donne soit à des fondations ou des institutions ou bien des commissions, indépendantes qui, elles, à qui vont les subventions. C'est tjrs important d'avoir entre l'Etat et la Culture des organismes plus ou moins indépendants. Des organismes qui sont élus par l'Etat mais qui sont libres dans l'accomplissement de leurs tâches.

Avec cette expansion de la culture, on arrive plutôt à des activités culturelles qu'à des créations artistiques. Tous ces jeunes qui se prétendent être « artistes » posent un problème, à savoir qui est « vraiment » artiste.

Raschèr : Il y a deux mouvements : le mouvement de la démocratisation de la culture. C'était après la seconde guerre mondiale, et surtout après mai 68 avec les premières révolutions. En 68 on a dit que la culture n'était plus pour les élites, la culture c'es pour tout le monde. Là, Joseph Boyce affirme ; « Chacun est un artiste ». Politiquement, il a été dit qu'il fallait ouvrir à tout le monde. L'accès à tous. C'est très imp. Si vous n'avez pas d'argent, vous pouvez avoir accès à l'opéra mais vous permettre la possibilité d'accéder aux moyens de création. Aujourd'hui le mot « élite » est négatif. Partout il y a des gens plus ou moins capables. Moi si je vais à l'hôpital, je ne veux pas quelqu'un qui a le titre de docteur mais un vrai médecin. De même avec l'art. C'est la même chose. Et c'est là où l'on doit poser des critères de qualité. Mais chez le chirurgien, le patient est encore vivant. Pour la culture, c'est beaucoup plus aléatoire et subjectif. Je comprends cette question que vous posez : chacun est artiste et personne n'est artiste. C'est en effet un gd problème. Pour cela on revient à l'éducation. Il faut une éducation culturelle, il faut des écoles, des académies où l'on peut développer un discours culturel mais il faut aussi une critique culturelle qui soit à la hauteur de pouvoir discuter ces critères et se présenter comme un contrepoids. Si je regarde

aujourd'hui la critique culturelle, elle disparaît. Il y a 20, 25 ans encore c'était un élément du discours culturel. Vous avez les producteurs, les consommateurs, les institutions mais aussi la critique qui, quand même, avait une voix. Quand un critique disait qu'un roman était nul, cela posait un problème pour l'écrivain. Aujourd'hui son avis n'a aucun impact.

Comment expliquer ceci ?

Raschèr : Je pense que les nouveaux médias ont d'une part une démocratisation magnifique pqc auj. vous faites un concert, hier j'ai été au concert, ce matin j'ai 100 blogs où ceux qui y ont assisté le jugent, le commente, c'est bon, c'est mauvais etc. Dans le journal aujourd'hui il y avait un article, il y a dix ans il était unique, aujourd'hui chacun est critique. Je pense qu'une des choses aujourd'hui dans la critique, la qualité des blogs est sûrement moins intéressante que la critique professionnelle. C'est pour cela que je reviens toujours à l'éducation, qui nous aide à nous informer mais il faut savoir à quel niveau les choses ont été dites. Je vois aujourd'hui un manque d'orientation, est-ce que ce blog a la même valeur qu'un article dans la presse par quelqu'un plus spécialisé, qui a plus d'expérience ? Et là c'est tjrs à l'école primaire, secondaire puis à l'université de développer un discours mais aussi dans les centres culturelles. Il faut avoir le courage de demander aux commissions de se baser sur leurs propres critères que de suivre aveuglement les lois.

Et quid des lois ?

Raschèr : Il y a deux choses : la protection de la liberté de la culture et la liberté de création. Notre constitution en Europe, il y a la liberté de création qui est très forte. Vous avez le droit de créer sans que l'Etat n'intervienne. Ils ne vous imposent pas des thèmes x ou y. Bien sûr, il y a 300 ans l'Eglise vous disait de respecter la morale religieuse et d'aider à l'expansion de sa pensée. C'est après la seconde guerre mondiale qu'on a acquis cette liberté de création. D'autre part, on donne les moyens, les espaces et les conditions cadres afin que la culture et les artistes puissent se développer. Ce sont les deux parties de la balance pour soutenir une culture.